



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 013

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 26 janvier 2021

Président : M. Bob Bratina



Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

Le mardi 26 janvier 2021

• (1100)

[Traduction]

Le président (M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.)): Je déclare la séance ouverte. Je vois que nous formons le quorum.

La première séance de 2021 du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord est maintenant en cours. Bien entendu, nous commencerons par souligner que nous nous réunissons sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin, pour ceux qui se trouvent à Ottawa. Pour ma part, je me trouve sur les territoires des Premières Nations haudenosaunee, anishinabée et chonnon-ton.

[Français]

Bonjour à tous.

[Traduction]

Une fois encore, pour que la séance se déroule adéquatement et sans heurt pour nos invités — et nous avons un invité prêt à témoigner —, nous devons nous assurer que les interprètes peuvent traduire adéquatement nos propos. Cela signifie que vous devez choisir la langue dans laquelle vous souhaitez parler sur le petit globe d'interprétation situé au centre, en bas de votre écran. Assurez-vous de sélectionner « anglais ». Si vous décidez de parler français, sélectionnez évidemment cette langue. Quand vous parlez, assurez-vous que votre caméra est activée, et parlez lentement et intelligiblement. Ceux qui ne parlent pas devraient désactiver leur microphone.

Notre première séance est en route. Pendant la première heure, nous recevons, par vidéoconférence, le grand chef adjoint Jason Smallboy, de la Nation Nishnawbe Aski.

Monsieur Smallboy, bienvenue à la séance du Comité. Vous disposez de six minutes pour présenter votre exposé. La parole est à vous.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy (Nation Nishnawbe Aski): Merci et bonjour à tous.

Je m'appelle Jason Smallboy et je suis l'un des grands chefs adjoints de la Nation Nishnawbe Aski, ou NNA, une organisation territoriale politique qui représente 49 nations du Nord de l'Ontario, la majorité d'entre elles étant accessibles uniquement par voie aérienne ou par des routes d'hiver. Trente-deux communautés visées par des traités sont considérées comme éloignées.

Je veux vous parler de questions relatives à la nourriture. Dans nos communautés, le coût de la vie est bien plus élevé que dans le Sud de l'Ontario, par exemple. Alors que les prix de biens généraux du quotidien comme les commodités et les aliments y sont de loin supérieurs à ceux qui ont cours dans des communautés du Sud, le coût des denrées alimentaires est astronomique en comparaison. Par

exemple, le prix du lait, de la mortadelle ou du pain vendus dans un dépanneur d'Ottawa serait considéré comme dérisoire dans nos territoires. Nos gens paient presque deux à trois fois le prix que l'on paie dans un dépanneur d'Ottawa pour des denrées de base et des biens de première nécessité.

Il y a un peu plus d'un an, avant la pandémie, j'ai assisté à une conférence sur les changements climatiques organisée à Whitehorse, au Yukon. Pendant mon séjour là-bas, je me suis rendu dans une épicerie pour m'acheter des fruits et des grignotines, et j'ai remarqué que les prix y étaient à peu près les mêmes que ceux affichés dans le Sud de l'Ontario. Force est de me demander comment il se fait que les prix soient les mêmes à Whitehorse et à Ottawa. Si c'est possible, alors cela m'indique que nous pouvons apporter des changements majeurs au chapitre du prix des aliments dans le territoire de la NNA.

Le coût élevé des aliments n'est pas le seul problème qui se pose sur le plan de la sécurité alimentaire. Les aliments proposés tendent à être plus transformés et nocifs pour la santé. Nos membres sont aux prises avec une insécurité alimentaire modérée à grave, étant incapables d'acquiescer ou d'acheter des aliments sains et acceptables. L'accès à des aliments sains constitue un obstacle de taille pour tous dans nos communautés.

Pour bien des gens, il est impossible d'acheter des aliments vraiment sains pour faire vivre des familles en croissance, une situation principalement attribuable au coût. Nombreux sont ceux qui dépendent d'aliments importés, lesquels sont souvent extrêmement chers et souvent pauvres en nutriments, ce qui nuit encore plus à la santé. En raison des taux de chômage qu'enregistre notre territoire, la majorité des familles sont obligées d'acheter et de consommer des aliments mauvais pour la santé. Nos communautés sont ainsi touchées de manière disproportionnée par les problèmes de santé.

Malgré les suppliques des membres de nos communautés et les études universitaires réalisées par les organes externes, le gouvernement n'a pas offert de soutien substantiel à cet égard. La pandémie a exacerbé la situation en limitant l'offre alimentaire et en poussant encore plus les prix à la hausse. Les membres les plus vulnérables de nos communautés ont été gravement touchés, puisqu'une saine alimentation est encore plus hors de leur portée.

Un changement important et durable s'impose. Nous devons revoir les systèmes alimentaires et la gestion de l'alimentation au sein de notre nation, car le financement et les initiatives du gouvernement visant à assurer la sécurité alimentaire dans le Nord ne fonctionnent tout simplement pas. Le simple fait de verser des subventions alimentaires ne résoudra pas le problème. Nous sommes favorables à un changement de système mettant l'accent sur la culture alimentaire traditionnelle de nos communautés et le rôle important que cette dernière joue sur le plan de la santé non seulement physique, mais également mentale.

Nous comprenons que les aliments issus de la terre jouent un rôle de premier plan dans l'alimentation de bien des gens, mais ces pratiques deviennent un luxe pour un grand nombre de familles qui n'ont pas les moyens de se rendre sur les terres ou pour ceux pour qui le savoir relatif aux aliments traditionnels s'est perdu. Nos communautés souhaitent ardemment changer la situation elles-mêmes, mais elles ont besoin d'aide financière pour acheter du matériel comme des rotoculteurs afin de créer des jardins et de construire des infrastructures comme des installations d'entreposage et des magasins communautaires.

Nous nous préoccupons de plus en plus de la sécurité de nos aliments traditionnels alors que les facteurs environnementaux jouent un rôle plus important que jamais. Nombreux sont ceux qui ont observé des modifications des habitudes migratoires de certains animaux, alors que d'autres ont remarqué que des terres autrefois considérées comme sûres sont maintenant trop polluées pour qu'il soit sécuritaire de les cultiver.

• (1105)

On est plus conscient que jamais du fait que les Premières Nations du Nord sont confrontées à d'énormes inégalités quand vient le temps d'offrir à leurs familles des aliments sains et acceptables du point de vue culturel. La pandémie a transformé les lacunes du système actuel en manques criants, et de nombreuses personnes sont vulnérables et gravement touchées. Il est traumatisant, démoralisant et inutile de craindre constamment l'insécurité alimentaire. Notre nation cherche à aller de l'avant et à trouver des solutions pour établir un système alimentaire résilient et durable pour ses membres.

En terminant, je tiens à ce que vous sachiez tous que nous collaborons avec Nutrition Nord Canada afin de chercher ensemble des solutions possibles pour résoudre un grand nombre de problèmes. Nous avons toutefois besoin de votre volonté politique et de votre soutien pour mettre en œuvre ces solutions porteuses de changements réels. Il nous faut également des ressources financières pour mettre les changements en branle. Si le gouvernement fournit ces ressources, notre peuple en ressentira directement les effets et nos communautés pourront commencer à améliorer leur santé pour que nous puissions permettre à notre peuple d'en arriver au même état que celui dont jouit le reste du pays.

C'était là mon exposé. Je suis à votre disposition pour répondre aux questions que vous pourriez avoir.

Je vous remercie.

• (1110)

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur. Voilà qui commence d'excellente façon notre séance d'aujourd'hui.

Nous passerons maintenant à nos tours de questions, en commençant par des interventions de six minutes. Ma liste comprend M. Melillo, Mme Jones, Mme Bérubé et Mme Blaney.

Monsieur Melillo, vous avez la parole pour six minutes.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je remercie le grand chef adjoint de témoigner aujourd'hui. Votre exposé nous a déjà donné amplement de quoi réfléchir. Je suis convaincu qu'à mesure que nous posons des questions, nous aurons beaucoup de matière avec laquelle travailler. Permettez-moi de déclarer que c'est un honneur de parler avec vous aujourd'hui, puisque

je représente la circonscription de Kenora et un grand nombre de communautés que, bien entendu, vous représentez également avec votre organisation.

Vous avez entre autres parlé du réseau de routes d'hiver, lequel est, de toute évidence, très important pour les communautés éloignées de ma circonscription. Nous savons qu'avec les changements environnementaux et le réchauffement des hivers — tous les jours sauf aujourd'hui ont été relativement chauds dans notre région —, les saisons sont plus courtes. On s'attend à ce qu'elles raccourcissent. Ces changements provoquent déjà des problèmes de taille sur les routes d'hiver pour de nombreuses nations autochtones du Nord.

Certains chefs de ma circonscription m'ont indiqué récemment qu'ils feront appel au gouvernement fédéral dans l'espoir d'obtenir du soutien pour que les routes d'hiver soient maintenues et optimisées, particulièrement au regard du raccourcissement des saisons. Bien entendu, comme vous le savez, si les biens et les aliments ne sont pas acheminés dans le Nord par la route, ils le sont par voie aérienne, ce qui est bien plus onéreux. Je me demande si vous pourriez parler un peu plus de l'importance du réseau de routes d'hiver et du fait qu'il faut en assurer la viabilité pour les communautés éloignées.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Je vous remercie de me poser la question.

Oui, il est vrai que le réseau de routes d'hiver dans notre territoire est essentiel à l'acheminement de biens, particulièrement du carburant, vers la communauté. Dans mon expérience, quand je travaillais à titre d'employé pour NNA il y a environ 10 ans, nous avons tenu une réunion. Je pense que c'était avec le sous-ministre adjoint du ministère des Affaires indiennes et du Nord de l'époque. Des membres d'un grand nombre de nos communautés sont venus à notre bureau, et nous les avons rencontrés. Ils craignaient alors de ne pas pouvoir acheminer par avion le carburant nécessaire pour approvisionner les communautés toute l'année en énergie.

Au cours de cette rencontre, ils ont indiqué qu'il en coûtait d'un demi-million à un million de dollars juste pour faire venir le carburant par voie aérienne. Ils voulaient vraiment éviter ce genre de coûts. Quand une communauté ne reçoit pas tout le carburant dont elle a besoin, elle doit en faire venir par avion. Quand cela se produit, bon nombre de communautés doivent payer le transport de leur poche dans le cadre d'autres programmes ou mécanismes. Voilà qui exerce des pressions financières sur la planification des initiatives pour lesquelles l'argent aurait dû servir.

Quand cela se produit, la nation est également soumise à une pression accrue parce que les communautés ne reçoivent que des sommes limitées pour exécuter les programmes et offrir des services. Quand des frais s'ajoutent parce que les communautés ne reçoivent pas assez de carburant en raison des conditions des routes d'hiver, la pression s'accroît encore.

J'utilise le carburant simplement à titre d'exemple en raison de mon expérience dans ce genre de situation. Les routes d'hiver jouent un rôle extrêmement important pour la NNA. Je sais que quand les routes d'hiver sont tracées, même sur la côte de la baie James, un grand nombre de communautés les empruntent au cours de la saison hivernale pour se rendre dans le Sud afin d'effectuer de nombreux achats. Les gens achètent en vrac. Je sais que bien des gens prennent des camions qu'ils remplissent de biens de base, comme du papier de toilette.

Il y a indubitablement un besoin, selon moi. Nos communautés sont à la recherche de produits quotidiens moins chers, des produits dont les habitants des régions urbaines ont la jouissance quotidienne. En région urbaine, les gens n'ont pas vraiment à penser à cela.

J'espère que cela répond à votre question.

• (1115)

M. Eric Melillo: Cela y répond certainement. Je vous remercie.

Monsieur le président, j'espère avoir le temps de poser une autre question.

Le président: Il vous reste environ une demi-minute. Je vous accorderai une minute et demie. Qu'en pensez-vous?

M. Eric Melillo: C'est plus que généreux. Je vous remercie. Je poserai ma question rapidement.

Vous avez également indiqué que les communautés reçoivent évidemment beaucoup d'aliments mauvais pour la santé. Le gouvernement ne met pas beaucoup l'accent sur le soutien à la chasse et à la cueillette traditionnelles. Je me demande si vous pourriez me fournir un peu plus de détails sur certains programmes ou sur certaines manières dont nous pourrions contribuer à apporter du soutien au chapitre des aliments traditionnels et appropriés sur le plan culturel.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Une subvention aux exploitants de ressources alimentaires nous est offerte. Je pense toutefois qu'il faut créer plus de programmes et de services qui encouragent nos gens à aller davantage sur les terres. Dans la situation actuelle, bien des gens n'ont pas les moyens de le faire. Cela commence à être un luxe, même si un grand nombre de gens souhaitent vivement le faire et demandent de pouvoir le faire.

Je vais vous raconter une histoire à propos d'un programme appelé Projet George que la communauté a lancé dans la nation Moose Cree, à Moose Factory, dans le cadre duquel certains membres de la communauté ont uni leurs efforts. L'un d'entre eux est l'ancien chef adjoint, que je connais depuis un certain temps. Il emmène des jeunes — principalement à risque — sur les terres afin de leur enseigner bien des choses sur notre culture, nos coutumes et nos traditions. Il m'a dit une fois qu'étant sans nouvelles d'un des jeunes, il s'était rendu chez lui et lui avait intimé de faire ses bagages, car ils partaient dans la nature pour quelques jours. Le jeune, d'abord réticent, a répondu qu'il ne voulait pas y aller, mais mon ami s'est montré réellement persistant. Il lui a dit: « Allons, on va simplement y aller et s'amuser. » Le jeune a accepté et s'est joint à un groupe d'autres jeunes. Ce jeune qui avait hésité à par la suite révélé à l'ancien chef adjoint de la nation Moose Cree que s'il n'était pas venu pour l'amener sur les terres, il se serait suicidé cette nuit-là.

Cet exemple montre à quel point nos gens veulent retourner à la terre. D'une manière ou d'une autre, toutefois, de nombreuses familles n'en ont tout simplement pas les moyens. Bien des connaissances se perdent et ne sont pas transmises comme jadis.

• (1120)

Le président: Chef, je suis désolé de vous interrompre.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Il n'y a pas de mal.

Le président: Nous avons considérablement dépassé le temps accordé pour cette question, mais c'est correct. Il était très important que nous entendions cette histoire.

Sachez que si un temps est imparti pour chaque question, c'est parce qu'il y a un cycle de questions pour que tout le monde ait l'occasion de vous interroger. Je vous laisserai poursuivre, mais c'était vraiment une histoire édifiante à entendre. Nous avons reçu un policier de Hamilton qui emmenait des jeunes à risque dans les bois pour des séjours de camping de deux ou trois jours, avec un effet semblable.

Madame Jones, c'est maintenant votre tour. Vous avez la parole.

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci, grand chef adjoint, d'être parmi nous aujourd'hui. Je vous suis très reconnaissante de prendre le temps d'informer notre comité des défis que présente la sécurité alimentaire dans votre région. Pour vous mettre un peu en contexte, je représente la circonscription du Nord du Labrador. J'ai grandi dans une communauté éloignée, isolée, donc je comprends très bien les défis auxquels vous êtes confrontés.

J'ai deux questions à vous poser. Premièrement, l'an dernier, le gouvernement du Canada a mis en place la subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, et évidemment, pour être moi-même une personne autochtone vivant en région éloignée, au Canada, j'ai pu observer de mes yeux combien ce programme a aidé de familles. Je me demande si vous avez réussi à tirer profit de ce programme, cette année, et ce que vous en pensez. Contribue-t-il à réduire certaines formes d'insécurité alimentaire dans votre communauté?

Ma deuxième question serait la suivante: le gouvernement du Canada a divers programmes et subventions pour assurer la sécurité alimentaire dans les régions nordiques. J'aimerais que vous me disiez ce que nous devrions faire davantage ou différemment pour véritablement améliorer la sécurité alimentaire dans votre communauté. Je sais que grâce à l'argent octroyé pour lutter contre la COVID, vos Premières Nations ont reçu du financement. Je sais qu'une partie des fonds a servi, dans ma région, à financer des programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire ou la sécurité du chauffage. Que vous en disent les gens que vous représentez?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Je pense que les gens se sont effectivement prévalus de la subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, ce qui est bien. Il faut absolument que plus de gens aient accès à d'autres types de fonds aussi. Quand je me rends dans les communautés de ma région et que je parle avec les employés de bureau des bandes, ils me disent souvent essayer de trouver de l'argent pour attirer davantage les jeunes vers les terres. Il y a clairement toujours un besoin en ce sens.

J'aimerais simplement vous dire qu'il y a environ un an, nous avons soumis une proposition à Environnement Canada. Nous voulions essentiellement payer les gens de nos communautés pour qu'ils ratissent les terres pour observer toutes sortes de choses, comme les changements climatiques et les différences qu'ils observent sur les terres. Je jugeais bon de le mentionner.

Vous demandiez ensuite ce qu'il faudrait faire. Comme je l'ai déjà dit, nous travaillons avec Nutrition Nord à essayer de trouver des solutions tangibles, concrètes. Nous nous rendons compte que beaucoup d'entreprises obtiennent la subvention de Nutrition Nord avant que les produits ne soient envoyés aux communautés. Je suppose que ce qui se passe, c'est que les aliments peuvent ne pas se rendre à la communauté aussi vite que possible, de sorte qu'ils peuvent pourrir ou se détériorer pendant qu'ils sont en entreposage, par exemple. C'est peut-être une chose que nous pourrions examiner et changer. Il faudrait que la subvention soit offerte à la communauté plutôt qu'à l'entreprise avant même qu'elle n'y ait expédié quoi que ce soit.

Il faut aussi faire en sorte que les entreprises qui reçoivent la subvention rendent plus de comptes. Quand on regarde les prix dans le Nord... Par exemple, quand on se rend dans un magasin, dans le Nord, on voit combien d'argent est dépensé et dans quelle mesure la subvention y est appliquée. Elle se remarque à peine. Il y a environ deux ans, quand j'étais à Fort Albany, je suis allé dans un magasin pour m'acheter un paquet de six muffins anglais. Il m'a coûté presque 12 \$. C'était le prix avec la subvention. Cela vous donne un exemple des coûts exorbitants dans la communauté.

J'espère que cela répond à votre question.

• (1125)

Mme Yvonne Jones: Je vous remercie infiniment de cette réponse.

Monsieur le président, est-ce qu'il me reste assez de temps pour poser une autre question?

Le président: Vous pouvez poser votre question, mais nous n'avons pas le temps d'entendre la réponse. Il vous reste environ 30 secondes.

Mme Yvonne Jones: Très bien.

Grand chef adjoint, je vous remercie de vos réponses. Ce n'est pas si différent de ce que j'entends d'autres personnes sur l'effet concret des subventions et ce que nous pourrions faire pour en assurer le suivi différemment. Je vous remercie infiniment de nous faire part de votre point de vue aussi.

Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie infiniment de votre attention.

[Français]

Madame Bérubé, vous avez la parole pour six minutes.

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Merci, monsieur le président.

Chef Smallboy, je vous remercie de témoigner devant ce comité et de nous parler de ce que vous vivez.

Je représente la circonscription Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou. Je suis donc aussi sur le territoire cri et anishinabe.

J'ai entendu tout ce que vous avez dit concernant vos communautés et ce que vous vivez quant à l'insalubrité des aliments, au taux de chômage élevé et aux solutions à la pandémie.

Vous avez aussi parlé du changement systémique qui est nécessaire. Pouvez-vous m'expliquer davantage quels sont vos besoins relatifs à ce changement?

[Traduction]

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Il y a une chose que je voulais mentionner aujourd'hui, c'est que j'aimerais qu'on fasse une étude, sur notre territoire, pour évaluer deux ou trois modèles possibles, des modèles réalistes que nous pourrions utiliser pour que les communautés s'approprient davantage la sécurité alimentaire sur le territoire. Nous aurions évidemment besoin de financement pour mener ce genre d'étude, mais jusqu'à maintenant, nous nous contentons toujours de chercher des solutions à la pièce.

C'est très difficile pour les familles pendant la pandémie, aussi. Nous faisons tout ce que nous pouvons, au sein de la NNA pour travailler avec les entreprises qui servent le territoire afin qu'elles aient suffisamment de denrées pour approvisionner les communautés. C'est difficile. En ce moment, nous aurions besoin de consulter notre population pour réfléchir à des solutions réalistes pour maintenant et l'avenir, afin d'améliorer le sort de notre peuple.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Comment vos collectivités sont-elles impliquées dans l'initiative de lutte contre l'insécurité alimentaire dans votre région?

[Traduction]

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Bon nombre de nos communautés cherchent avant tout du financement. Elles peuvent en obtenir ici et là de diverses sources, de diverses enveloppes, pour toutes sortes de petits projets, comme du jardinage, mettons. Il y a quelques années, j'ai visité une communauté qui avait fait un jardin communautaire. Beaucoup de personnes y participaient. C'était vraiment beau à voir, mais comme je le disais, le financement est souvent offert par projet.

On obtient donc tant d'argent pour réaliser un petit projet pour un an ou deux ou trois, mais rien à long terme, vraiment. Nous avons reçu du financement de FedNor, récemment, pour réaliser un projet d'une durée d'environ un an qui nous aidera sur le plan alimentaire, mais ce n'est que pour un an ou deux. Nous aurions besoin de financement à plus long terme, pour pouvoir même embaucher du personnel, des gens qui seraient chargés de se pencher sur ces questions, pour la communauté, parce que bien souvent, il n'y a pas de personnel consacré aux enjeux alimentaires.

Je sais que pendant longtemps, la directrice alimentaire de la NNA ne travaillait qu'à temps partiel sur la question. Elle avait d'autres responsabilités. C'est la réalité de beaucoup de nos communautés. Nos ressources sont très limitées. Il peut y avoir une personne chargée de trois ou quatre dossiers différents. Cela devient très lourd pour cette personne. Dans un monde idéal, nous aimerions avoir des équipes qui travaillent à toutes sortes de dossiers: l'environnement, l'alimentation, la jeunesse, les loisirs et toutes sortes d'autres choses. Malheureusement, nous n'avons pas assez de financement pour cela, nous n'avons pas assez de ressources pour embaucher tous ces gens.

• (1130)

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Monsieur le président, me reste-t-il du temps?

[Traduction]

Le président: Vous avez 30 secondes.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie. Je poserai d'autres questions bientôt.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup. Je donnerai maintenant six minutes à Mme Blaney.

Madame Blaney, vous avez six minutes. Allez-y.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NDP): Merci, monsieur le président.

Je souhaite vous remercier, grand chef adjoint, de prendre le temps de vous entretenir avec nous aujourd'hui et de nous présenter ce témoignage très important.

Pour mettre ma première question en contexte, vous avez décrit la réalité de beaucoup de membres de votre peuple, qui vivent une insécurité alimentaire modérée ou extrême, et expliqué à quel point il est urgent de revoir notre système alimentaire. Le système actuel ne fonctionne tout simplement pas, si j'ai bien compris ce que vous avez dit, et les subventions ne sont pas l'unique solution. Il doit vraiment y avoir un changement systémique.

Vous avez également parlé du programme Nutrition Nord, qui subventionne les entreprises alimentaires plutôt que les communautés locales. Pouvez-vous nous en parler un peu? J'aimerais savoir si vous seriez intéressé à réfléchir aux façons dont nous pourrions accroître la production alimentaire locale ou la présence de ces entreprises dans les communautés, pour qu'elles en bénéficient davantage et qu'elles en tirent une sécurité alimentaire accrue. Je serais curieuse de vous entendre à ce propos. Merci.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Je parlais avec l'un de mes chefs, avant les vacances, des problèmes alimentaires. Il proposait de mener un projet pilote dans sa communauté grâce à la subvention de Nutrition Nord, parce que d'après ce qu'il m'a dit, beaucoup de gens, dans sa communauté, commandent des produits en ligne et se les font livrer directement, sans même s'adresser au magasin local. Je parle de Fort Severn, soit dit en passant, le village le plus au nord du territoire de la NNA. Il en coûte moins cher de commander des produits en ligne et de se les faire livrer que de les acheter directement dans le village. C'est une idée que vous pourriez creuser pour changer la subvention. Il a dit qu'il serait même prêt à communiquer l'information à quiconque souhaite apporter le même genre de changement dans sa communauté et même, aux organismes gouvernementaux.

Il y a beaucoup de gens, dans les communautés du Nord, qui souhaitent se mettre au jardinage. Comme je l'ai déjà mentionné, nous sommes souvent financés par projet. Je vous parlais de cette femme qui travaillait à temps partiel à la question alimentaire pour la NNA. Elle avait un programme dans le cadre duquel elle a recueilli un grand nombre de graines et d'instructions sur la façon de les planter et de les faire pousser, puis a fait parvenir le tout aux membres de la communauté. Le but était d'essayer de fournir des denrées et peut-être un peu de connaissances et de la formation aux gens, pour assurer la durabilité du projet.

Comme je le disais, il y a un besoin. C'est simplement qu'il n'y a pas véritablement de financement viable à long terme. Supposons qu'une communauté décide de se lancer vraiment dans le jardinage. Lorsque le projet se termine, si elle ne trouve pas d'argent pour le continuer, elle perdra tout intérêt. Si des enfants participent au projet, ils risquent de partir pour mener leurs études postsecondaires, si

bien qu'il pourrait falloir tout recommencer pour attirer de nouvelles personnes dans le projet. Le cycle recommence constamment. C'est frustrant. Je pense que c'est souvent ce qui arrive quand on essaie de mener des projets dans les communautés.

• (1135)

Mme Rachel Blaney: Je vous remercie. C'est extrêmement utile. Vous parliez aussi, un peu plus tôt, de toute la question de l'insécurité alimentaire et de ses conséquences sur la santé mentale. Vous avez parlé sans équivoque de la pandémie et des lacunes qui existaient déjà, qui n'ont été qu'amplifiées, de sorte qu'elles sont devenues plus visibles. Je me demande s'il y a des ressources pour répondre aux besoins en santé mentale qui découlent directement de l'insécurité alimentaire.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: La NNA a bien constaté l'ampleur des problèmes de santé mentale durant la pandémie, de sorte que nous avons créé une ligne d'appel que nous avons baptisée NAN Hope. Nous sommes constamment en train d'en faire la promotion, et nous offrons des services dans toutes les langues utilisées sur notre territoire, c'est-à-dire le cri, l'oji-cri et l'ojibwé. Nous avons donc commencé à offrir ce soutien, et nous prenons la parole à la radio deux fois par semaine, à la station de radio de nos communautés, Wawatay. Nous mentionnons cette ligne téléphonique chaque fois que nous sommes en ondes, nous rappelons l'existence de la ligne Hope pour que les gens l'utilisent, même moi. J'en ai déjà parlé à la radio à quelques reprises, et j'encourage vivement les membres de notre communauté à aller chercher l'aide dont ils ont besoin.

Mme Rachel Blaney: Je vous remercie infiniment.

Le président: Merci. Votre temps est écoulé.

Nous ferons maintenant un tour de cinq minutes par intervenant, et Gary Vidal sera le premier.

Monsieur Vidal, vous devez savoir que j'ai une tasse de café Beauval en ce matin de blizzard, à Hamilton, et que je pense à la vague de froid qui vous est annoncée.

La parole est à vous pour cinq minutes, monsieur Vidal.

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC): Merci, monsieur le président.

Vous devez savoir que nous avions prévu un petit voyage en voiture pour aller visiter cette belle communauté demain, mais que nous l'avons reporté en raison du temps magnifique qu'il fait ici.

Grand chef adjoint, je vous remercie de prendre le temps d'échanger avec nous aujourd'hui. Vos observations et vos suggestions sont plus qu'utiles. Elles sont très positives, et je vous suis reconnaissant d'être autant axé sur les solutions.

J'aimerais approfondir cette idée. Vous avez dit, dans votre déclaration préliminaire, qu'il fallait trouver des solutions dans le cadre du programme Nutrition Nord et que ces solutions devaient recevoir l'appui des politiciens. Je sais que vous avez déjà répondu en partie à ma question en réponse à d'autres, mais j'aimerais que vous nous parliez un peu plus des solutions concrètes que vous préconiserez pour que nous puissions vous offrir cet appui politique.

J'aimerais que vous osiez sortir un peu des sentiers battus et peut-être même penser au-delà des programmes gouvernementaux déjà en place. Y a-t-il des idées créatives dont vous pourriez nous faire part, qui pourraient être incluses aux discussions?

Je vous pose la question parce que la région dont vous nous parlez, le Nord de l'Ontario, ressemble énormément à la circonscription d'où je viens, dans le Nord de la Saskatchewan. J'ai eu le privilège de me rendre dans la circonscription de M. Melillo, dans cette région, et elle ressemble beaucoup à la mienne. Dans ma propre circonscription, on discute beaucoup de la possibilité d'utiliser une mine bientôt désaffectée pour en faire une serre souterraine, ce qui permettrait d'assurer un approvisionnement alimentaire et d'accroître la sécurité alimentaire dans le Nord de la Saskatchewan.

C'est dans ce contexte que j'aimerais entendre vos idées de solutions très concrètes et peut-être un peu hors normes aussi. J'aimerais avoir votre son de cloche. Vous nous avez déjà donné quelques excellentes pistes, et je voudrais simplement que vous nous en parliez un peu plus.

• (1140)

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Très bien.

Nous avons diverses discussions avec les chefs du territoire de la NNA afin de créer des coopératives, peut-être, et des centres de distribution centralisés. Dans le nord-ouest du territoire de la nation, le grand carrefour serait Sioux Lookout et dans la région de la Baie-James, Timmins.

Les membres des communautés seraient peut-être intéressés à établir une coop dont ils seraient propriétaires, en quelque sorte. L'un de mes chefs proposait de créer un genre de système dans lequel les profits n'iraient pas à une organisation extérieure, mais permettraient plutôt aux clients et aux membres de la communauté d'économiser sur les produits vendus localement. C'est l'une des propositions. Elle fait l'objet de discussions que j'ai avec quelques-uns de mes chefs.

Encore une fois, comme vous le savez, il faudrait faire des recherches pour déterminer avec quel genre d'organisations et de centres de distribution travailler. Je pense que nous aurions besoin de financement pour cela, les Premières Nations, pour que ce projet voie le jour.

M. Gary Vidal: Je vous remercie.

Vous avez également parlé un peu plus tôt des ressources dont vous auriez besoin pour améliorer ou favoriser des choses plus traditionnelles, culturelles, axées sur les terres. Vous avez lancé l'idée de motoculteurs et d'infrastructures pour les édifices. Est-ce que cela inclut les serres? Pouvez-vous nous parler un peu plus des investissements qui pourraient être nécessaires pour mettre en valeur des pratiques plus traditionnelles ou culturelles?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Bien sûr.

Je dirais que l'infrastructure est importante, et nous serions ravis de voir des investissements à cette fin dans beaucoup de nos collectivités, car elles sont nombreuses à ne plus avoir d'espace dans leurs bâtiments. Dans certaines collectivités, il faudrait même envisager de moderniser le réseau d'aqueduc et d'égouts, qui ne fournissent peut-être plus.

De nombreux projets d'infrastructure seraient nécessaires, notamment pour tenter d'avoir des serres dans les collectivités. Ensuite, si nous construisons des serres, il faudrait trouver quelqu'un pour s'en occuper. Je ne sais pas si ce serait par l'entremise du bureau du conseil de bande, disons, ou peut-être au moyen d'une formation. Nous pourrions peut-être l'intégrer à... Je ne sais pas à quoi cela ressemblerait, mais il faudrait certainement des gens dévoués qui se concentrent uniquement là-dessus dans les collectivités.

Le président: Merci, chef Smallboy. C'est tout le temps que nous avons.

Merci, monsieur Vidal.

C'est au tour de M. Marcus Powlowski, pour cinq minutes. Allez-y.

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Merci.

Bonjour, monsieur Smallboy. Je suis heureux de vous voir. Je veux obtenir quelques précisions. La question pourrait paraître étrange, mais je pense que beaucoup de personnes au sud ne connaissent pas vraiment la situation dans vos collectivités.

Je me souviens — dans le coin de pays de Mme Jones — d'un Noël à Nain. On m'avait invité chez quelqu'un pour manger de la dinde bouillie. Je ne sais plus si c'était des patates bouillies ou de la banique dans une recette maison. Je ne pense pas que cet homme avait beaucoup d'argent. De toute évidence, dans toute collectivité, ce qu'on peut se permettre varie d'une personne à l'autre.

Monsieur Smallboy, pouvez-vous nous donner une idée du déjeuner, du dîner et du souper que mangent ordinairement, dans vos collectivités, les personnes ayant peu d'argent et celles qui en ont plus, et nous dire ce que cela coûte au Northern Store?

• (1145)

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Je dirais que cela varie selon l'endroit. Plus c'est haut dans le Nord, plus c'est cher. Je vais commencer par une histoire. J'étais dans une de mes collectivités le premier du mois, soit le jour de l'aide sociale. J'étais là pour quelques jours et je venais tout juste de finir le travail. Je me suis rendu au magasin pour m'acheter quelque chose à grignoter en soirée et j'ai regardé dans le panier des gens. J'ai remarqué qu'ils étaient nombreux à acheter des aliments vendus dans des boîtes, comme des doigts de poulet et d'autres aliments congelés à cuire au four. Cela ne semblait pas du tout sain, mais c'est essentiellement ce que tout le monde achetait, car c'est vraiment tout ce qu'ils peuvent se permettre. C'est moins cher que de préparer un repas sain. Par exemple, je ne sais pas ce que coûterait du bacon, des œufs, des toasts et quelques fruits, mais ce ne serait pas donné. Ce n'est pas comme dans le Sud où on peut acheter des fruits déjà tranchés pour environ trois ou quatre dollars et les servir en accompagnement. Les œufs peuvent également coûter trois ou quatre dollars dans le Sud, et il faut donc tripler le prix. Pour une seule douzaine d'œufs, on peut payer de 10 à 12 \$.

J'ai dit plus tôt qu'il n'y a pas de fruits frais. Une fois, lorsque j'étais de passage à Moose Factory, je suis allé acheter un pain à l'épicerie. Lorsque je suis rentré, j'ai constaté qu'il était moisi; je n'ai donc pas pu m'en servir. C'est juste un exemple de la réalité dans le Nord.

M. Marcus Powlowski: J'ai vécu quelques années dans ce genre de collectivités et j'ai dépensé beaucoup d'argent au Northern Store, où je n'avais d'autre choix que de payer le prix demandé, soit quatre ou cinq dollars pour de la laitue, à titre d'exemple. De toute évidence, dans beaucoup de ces collectivités, le Northern Store exerce essentiellement un monopole. Il n'y a pas vraiment de concurrence. Pensez-vous que leurs prix sont équitables? Un monopole permet de demander le prix qu'on veut, et les gens doivent essentiellement payer à défaut d'avoir vraiment une autre option. Que pensez-vous du prix que Northern Store demande pour ses produits?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Je vais vous donner un exemple en guise de réponse. Dans la collectivité de Moosonee, sur la côte de la baie James, juste à côté de Moose Factory, il y a une succursale de la LCBO, et les prix sont les mêmes qu'au centre-ville de Toronto. En revanche, comme je l'ai dit, les prix sont deux à trois fois plus élevés à l'épicerie. Qu'est-ce qui explique cela? Pourquoi le prix de l'alcool est-il le même alors que cela coûte deux ou trois fois plus cher à l'épicerie?

C'est juste une chose dont on a beaucoup parlé dernièrement. Si c'est possible, pourquoi alors le prix dans nos épiceries n'est-il pas le même que dans le Sud de l'Ontario?

Le président: Merci beaucoup, chef Smallboy.

Madame Bérubé, vous avez deux minutes et demie. Allez-y, s'il vous plaît.

• (1150)

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie, monsieur le président.

On parle de denrées alimentaires qui ne sont pas saines du tout. C'est incompréhensible, étant donné ce que vous payez pour ces denrées. Les prix sont complètement différents à Toronto ou ailleurs.

Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour garantir que vous ayez accès aux aliments traditionnels?

[Traduction]

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: À l'époque, lorsque nos gens allaient chasser et qu'ils rapportaient un orignal dans leur collectivité, ils le partageaient avec les aînés. Cela se fait encore aujourd'hui, mais comme je l'ai dit plus tôt, beaucoup de personnes n'en ont pas les moyens. Pourquoi ne pas envisager quelque chose de la sorte, pour permettre aux gens d'aller sur les terres? Le partage occupe une place importante dans notre culture. C'est même l'un des aspects clés dans notre compréhension des traités. Lorsque nos gens parcourent le territoire et rapportent quelque chose, ils sont nombreux à le partager avec de nombreux membres de la collectivité, comme des aînés ou une personne qui n'est physiquement pas en mesure de se déplacer sur les terres.

Il y a encore un esprit communautaire dans notre territoire. Il faut juste que nous soyons mieux soutenus et que nous trouvions des façons créatives de garder les gens sur le territoire tout en leur permettant encore de gagner leur vie.

J'espère que cela répond à la question.

Le président: Oui, je vous remercie.

Madame Bérubé, il reste exactement 10 secondes. Merci.

Nous avons ensuite Mme Rachel Blaney, pour deux minutes et demie.

Mme Rachel Blaney: Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup de votre témoignage, monsieur Smallboy. Vous avez parlé plus tôt de la nécessité de renforcer la capacité dans les collectivités. Vous avez parlé du fait que vous devez recommencer sans cesse, et vous avez dit que vous n'êtes pas en mesure de maintenir le rythme à cause de contraintes financières. Je me demande juste si nous pouvons obtenir des précisions sur ce qui manque. De toute évidence, il faut un financement continu, mais la nation Nishnawbe Aski a-t-elle besoin de ressources afin qu'une personne se concentre uniquement sur le renforcement de la capacité en matière de sécurité alimentaire? Quelle serait la meilleure façon de gérer la situation dans votre région?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Tout à fait, la nation Nishnawbe Aski pourrait certainement tirer parti de ressources humaines supplémentaires pour s'attaquer à ces problèmes. Nous avons actuellement deux ou trois projets en cours. Une personne peut s'occuper d'un projet donné pour l'ensemble de la région, et il est possible qu'elle doive également se pencher sur d'autres questions. Les pressions exercées sur notre personnel sont importantes. Il faut remplir des obligations sur lesquelles reposent les salaires, et il faut aussi tenter de régler des problèmes à long terme dans la collectivité. C'est difficile. Si nous avons le nombre de personnes que possèdent divers ministères — je ne sais même pas combien —, ce serait l'idéal. Ces personnes pourraient s'attaquer à des problèmes comme l'insécurité alimentaire et trouver des solutions réalistes.

Je veux mentionner une chose. Une conseillère municipale d'Atawapiskat m'a déjà dit que lorsqu'une collectivité traverse une crise après l'autre, on tente de sortir la tête de l'eau. Elle a dit que c'est très difficile, ce qui m'a fait réfléchir: comment peut-on planifier l'avenir lorsqu'on vit au jour le jour? Il nous faut sans aucun doute plus de personnes pour trouver des solutions à long terme, de la manière dont...

• (1155)

Le président: Merci. C'est une façon très intéressante de présenter la situation.

Mme Rachel Blaney: Merci.

Le président: Nous allons maintenant entendre Mme Cathy McLeod pendant cinq minutes.

Madame McLeod, je vous en prie.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Merci.

Je vous remercie de votre témoignage très intéressant. Nous avons souvent trois groupes de témoins, mais je pense que nous avons aujourd'hui l'occasion d'avoir une discussion plus approfondie avec vous, et j'en suis très reconnaissante.

Vous avez sans aucun doute mentionné des choses accablantes: le prix des muffins anglais m'a un peu étonnée, et le fait que les prix de la régie des alcools sont les mêmes... Vous avez dit quelque chose au sujet du Yukon. Avez-vous la moindre idée du bassin de population? Pourquoi les prix au Yukon se ressemblent-ils davantage selon vous? C'est ma première question.

Je suis ici depuis assez longtemps pour avoir connu le programme de bons alimentaires, qui était voué à l'échec selon moi, et nous avons maintenant le programme Nutrition Nord qui comporte de nombreuses lacunes. J'aimerais savoir ce qu'ont donné vos discussions avec le gouvernement à propos de ce qui doit être fait... Je crois que ce ne sera jamais parfait, mais l'idée est de faire mieux.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: À l'heure actuelle, nous voulons vraiment voir s'il y a un moyen d'accroître l'efficacité des programmes, et nous envisageons donc de nombreuses options. Je pense qu'il nous faut également plus de monde du côté des Premières Nations pour nous aider à examiner ces questions.

Nous discutons depuis longtemps avec les responsables du programme Nutrition Nord. Nous les avons également rencontrés deux ou trois fois en personne, pour leur faire part de problèmes auxquels nous faisons face dans le territoire de la nation Nishnawbe Aski. Je me réjouis de l'évolution de ces discussions. Je ne sais pas ce qu'il faut pour obtenir l'approbation du gouvernement. C'est ici que je demande aux gens ce que je peux faire pour que les choses avancent puisque nous cherchons une solution commune.

C'est la raison pour laquelle j'ai dit plus tôt que nous chercherons à obtenir une aide politique, et du financement. Dès que nous commencerons à tenter de modifier ces programmes qui ont une incidence minimale, il faudra que tout le monde mette d'abord en commun des solutions à mettre en pratique.

Mme Cathy McLeod: Les discussions dont vous parlez ont-elles lieu lors de réunions officielles tenues régulièrement? Vous avez dit qu'un plus grand nombre d'Autochtones doivent y participer.

Pouvez-vous en parler un peu plus?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Oui, un employé de la nation Nishnawbe Aski discute avec les responsables de Nutrition Nord, et nous nous efforçons d'augmenter le nombre de personnes qui abordent le sujet sur le territoire de la nation, mais comme je l'ai dit, nous avons besoin de ressources supplémentaires. La nation ne compte qu'un employé; c'est tout. Nous tentons vraiment, du mieux que nous le pouvons, de cerner les problèmes et de trouver des solutions pour en informer également les responsables de Nutrition Nord. Si c'était possible, nous aimerions commencer à avoir plus de tribunes ouvertes comme celle-ci, même avec nos dirigeants, pour que nous puissions commencer à parler de ce qu'ils aimeraient voir.

J'ai mentionné un peu ce qu'ont dit jusqu'à maintenant les collectivités, mais je pense que nous devons commencer à vraiment dialoguer davantage avec elles. Comme je l'ai dit, nous avons encore une fois tout simplement besoin de ressources supplémentaires à cette fin.

Mme Cathy McLeod: Le programme Nutrition Nord existe maintenant depuis, disons, huit ans, peut-être un peu plus. Je trahis peut-être mon âge.

Diriez-vous qu'on n'y a apporté que des modifications mineures malgré les problèmes? Comment décririez-vous les changements apportés depuis que des problèmes ont été cernés?

• (1200)

Le président: Je vous prie de répondre brièvement, chef Smallboy.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Oui, des changements seront apportés, comme on l'a déjà fait dans le passé. Ils peuvent

augmenter un peu la subvention pour, disons, la farine, mais pour revenir à la reddition de comptes, rien n'empêche une entreprise d'augmenter encore le prix pour contrebalancer la subvention et ne pas perdre de profit.

Le président: Merci beaucoup de ces explications.

Il nous reste un seul intervenant, pour cinq minutes. C'est au tour de M. Jaime Battiste, et nous allons ensuite suspendre la séance avant d'entamer la deuxième partie.

Monsieur Battiste, allez-y, s'il vous plaît.

Mme Cathy McLeod: Merci.

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Merci, chef Smallboy.

Dans mes échanges au fil des ans avec des intervenants et des collègues à la nation Nishnawbe Aski, il a notamment été question de l'importance d'une subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, des aliments traditionnels ainsi que de la pêche et de la chasse traditionnelles.

Je sais que la chasse et la pêche ne se limitent pas à la recherche de nourriture. C'est culturel. C'est lié au transfert des connaissances.

Pouvez-vous me dire ce qu'ils chassent et pêchent habituellement là-haut? Aussi, est-ce conforme à la conservation? L'affectation de nouveaux fonds pour accroître la chasse et la pêche n'aurait-elle selon vous aucune incidence sur les stocks et la conservation dans la région?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Oui, bien sûr. Dans notre territoire, nous avons des orignaux et des caribous. À vrai dire, j'ai goûté aux deux, et je préfère le caribou. C'est délicieux. On y pratique aussi beaucoup la pêche.

Quand j'étais employé par la nation Nishnawbe Aski, nous avions un programme de guérison des hommes. Nous étions responsables des programmes, ce qui signifie qu'une grande partie du travail se faisait sur les terres. Nous allions à la pêche sur la glace dans une collectivité avec des participants, et un animateur parlait de ce qui se rapportait à la santé mentale. Nous avons constaté que c'était très utile. Il y avait une amélioration dans les évaluations suivantes.

Chaque fois que nous tenions une activité dans la collectivité, nous nous rendions sur les terres. Nous allions camper et nous asseoir autour du feu. Nous allions sur le lac et ainsi de suite. En même temps, nous nous attaquions à des problèmes de santé mentale et peut-être à des traumatismes subis par certains.

Nous avons créé un environnement sûr pour nos gens. Nous avons ce programme, qui s'est révélé être très utile. À une occasion où le poisson avait mordu, les participants ont dit de retour dans la collectivité qu'il fallait le donner aux aînés. C'est ce que nous avons fait. C'est la raison pour laquelle j'en ai parlé. C'est une pratique qui est encore courante. Je l'ai constaté lorsque j'étais employé par la nation, et je trouve cela très beau.

M. Jaime Battiste: Je pense que c'est une des valeurs autochtones que nous avons d'un océan à l'autre. Lorsque nous avons un excédent, nous le donnons d'abord aux aînés.

Notre solution concernant les coopératives m'intéresse. J'entends dire que le Northern Store n'a pas tant de comptes à rendre aux collectivités en matière de prix et de transparence. Pouvez-vous me dire comment une coopérative appartenant à la collectivité pourrait aider à résoudre le problème?

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: Je pense que je peux en dire un peu plus sur l'exemple que j'ai donné plus tôt. Si la collectivité avait une coopérative, et si son modèle reposait sur la remise des profits aux clients sous forme d'économies, ce n'est pas l'épicerie qui s'enrichirait. Je pense que ce genre de système pourrait fonctionner. Si les prix en venaient à diminuer, cela créerait vraiment de la concurrence dans la collectivité, car les autres entreprises devraient également réduire leurs propres prix pour soutenir la concurrence. À défaut de quoi, elles devraient fermer leurs portes.

Je pense que la concurrence dans les collectivités est une bonne chose. Comme je l'ai dit, nous devons juste trouver des moyens — c'est toujours une question de financement — de faire participer davantage les collectivités et d'avoir des fonds pour examiner les façons de lancer ces coopératives.

• (1205)

M. Jaime Battiste: A-t-on communiqué avec certaines des grandes chaînes, les Loblaws de ce monde, qui pourraient prêter main-forte pour créer ces coopératives? Je tente juste de savoir si la nation Nishnawbe Aski a fait des démarches à cette fin, des démarches que le gouvernement pourrait examiner.

Le grand chef adjoint Jason Smallboy: C'est une chose que nous aimerions faire. Comme je l'ai dit, nous en sommes maintenant à la première étape et nous essayons d'obtenir des ressources pour mettre des personnes au travail afin de communiquer avec ces

différentes entreprises qui pourraient vouloir mener des activités sur le territoire de la nation Nishnawbe Aski.

Lors de réunions dans le Sud de l'Ontario, certains de mes chefs m'ont dit qu'ils cherchent effectivement d'autres partenaires en matière d'alimentation. Ce que je ferai, lorsqu'une personne m'aborde pour me dire qu'elle cherche un partenaire, c'est tout simplement en informer la collectivité. Je constate que bien souvent, ce que nous devons faire, c'est laisser ces entreprises savoir ce que c'est que de mener des activités dans le Nord, car nous...

Le président: Chef Smallboy, nous devons nous arrêter ici. Nous avons dépassé le temps prévu.

Je tiens à dire que, n'eût été la pandémie, nous nous serions tous levés pour aller vous féliciter et vous remercier en personne au bout de la table lors d'une réunion comme celle-ci. Je pense que je peux le faire au nom du Comité.

Ce fut une occasion très utile. Comme l'a dit Mme McLeod, comme vous étiez la seule personne disponible aujourd'hui, nous avons pu entrer davantage dans les détails, mais j'ai l'impression qu'il y en a encore davantage. Je ne pense donc pas que nos discussions sont terminées. Encore une fois, merci beaucoup.

Nous allons maintenant suspendre la séance quelques minutes. Je rappelle aux députés et aux membres de leur personnel qu'ils doivent quitter la réunion Zoom et entrer dans le webinaire à huis clos pour que nous puissions poursuivre. Il faudra insérer une autre série de chiffres. Je vous en remercie.

La séance est suspendue temporairement.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>